

Questions orales

[Français]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LES ALLOCATIONS FAMILIALES—L'ATTITUDE DU QUÉBEC AU SUJET DU BILL C-211

M. Roland Godin (Portneuf): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Pourrait-il dire si la province de Québec a signifié son intention de se prévaloir des dispositions du bill C-211 qui permettra aux provinces d'établir le taux des allocations familiales?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le président, l'annonce récemment faite par le gouvernement du Québec relativement au régime proposé d'allocations familiales qui entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 1974 tient compte, en effet, du bill dont la Chambre est présentement saisie, et c'est en bonne partie grâce aux dispositions de ce bill que les Québécois pourront bénéficier d'un excellent régime d'allocations familiales.

* * *

[Traduction]

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES FRAIS D'ATTERRISSAGE DES PETITS APPAREILS—LES MESURES ENVISAGÉES

M. J. R. Ellis (Hastings): Monsieur l'Orateur, le ministre des Transports étant absent, j'aimerais demander à son secrétaire parlementaire si une décision définitive a été prise relativement au tarif de \$5 de frais d'atterrissage que les principaux aéroports canadiens réclameront dans le cas des avions de moins de 12,000 livres.

M. Joseph-Philippe Guay (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je vais transmettre cette question au ministre. En attendant, je puis donner au député et à la Chambre l'assurance que la question est à l'étude.

* * *

LES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

LA HAUSSE DES PENSIONS DE VIEILLESSE—LES RÉPERCUSSIONS SUR LES ALLOCATIONS

M. Jack Marshall (Humber-Saint-Georges-Sainte-Barbe): Ma question s'adresse au ministre des Affaires des anciens combattants, monsieur l'Orateur. Comme la Chambre va peut-être interrompre ses travaux aujourd'hui, peut-il nous dire si le cabinet ou le Conseil du Trésor a décidé d'exempter les titulaires des allocations aux anciens combattants de la récente augmentation de \$5.16 due à l'indexation des pensions de vieillesse?

L'hon. Daniel J. MacDonald (ministre des Affaires des anciens combattants): Monsieur l'Orateur, en réponse à la question du député j'ai le plaisir d'informer la Chambre qu'un décret du conseil a été adopté autorisant d'inclure le versement additionnel dans les chèques d'octobre des bénéficiaires des allocations aux anciens combattants et des bénéficiaires des allocations de guerre aux civils.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, une des questions très importantes est le prix des approvisionnements au marché québécois. En plus de reconnaître le problème de sécurité, nous avons tous deux convenu que le prix du pétrole était un des aspects importants du problème. Mais, à ce moment-ci, nous n'avons pas pris une décision finale à ce sujet.

* * *

[Traduction]

LES AFFAIRES URBAINES

LES FONDS AFFECTÉS AUX MUNICIPALITÉS POUR LA SUPPRESSION OU LE DÉPLACEMENT DES VOIES FERRÉES—LES MESURES ENVISAGÉES

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre d'État chargé des Affaires urbaines. Dans le discours du Trône, le gouvernement a déclaré qu'il présenterait un projet de loi visant à mettre des fonds à la disposition des municipalités pour la suppression ou le déplacement des communications ou des voies ferroviaires. Le gouvernement a-t-il réellement l'intention de présenter un tel projet de loi et lui donnera-t-il la priorité absolue, étant donné que plusieurs municipalités sont actuellement en train d'élaborer leur budget en fonction de ces travaux?

L'hon. Ron Basford (ministre d'État chargé des Affaires urbaines): Monsieur l'Orateur, ce projet de loi serait inscrit au nom de mon collègue, le ministre des Transports, parce qu'ainsi que le sait le député, cette question a quelque chose à voir avec la caisse des passages à niveau. J'espère en son nom que ce projet de loi sera présenté lorsque la Chambre se réunira à nouveau après que la motion d'ajournement aura été adoptée aujourd'hui. J'espère également que les leaders à la Chambre de tous les partis lui accorderont la priorité absolue de façon à ce qu'on puisse l'examiner rapidement.

* * *

AIR CANADA

L'ACHAT D'AVIONS FABRIQUÉS EN GRANDE PARTIE AU CANADA—LE MAINTIEN DE LA POLITIQUE ACTUELLE

M. Ellwood Madill (Peel-Dufferin-Simcoe): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Transports je vais adresser ma question au premier ministre. Le gouvernement a-t-il changé sa politique pour encourager Air Canada à acheter des avions dont la construction est en grande partie effectuée par de la main-d'œuvre canadienne?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je vais prendre préavis de cette question au nom du ministre des Transports.